

Accord départemental

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
POUR LES SALARIÉS NON CADRES
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE,
ÉLEVAGE, VITICULTURE, HORTICULTURE, PÉPINIÈRES,
ENTREPRISES DES TERRITOIRES ET CUMA**

(Charente)

(2 juin 2009)

(Etendu par arrêté du 8 décembre 2009,
Journal officiel du 16 décembre 2009)

AVENANT N° 1 DU 3 OCTOBRE 2013

NOR : AGRS1497296M

Entre :

L'UDSEA de la Charente ;

Le syndicat des pépiniéristes viticulteurs de la Charente ;

Le syndicat horticole de la région Poitou-Charentes ;

La fédération départementale des CUMA de la Charente ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires de la Charente,

D'une part, et

L'UD CFDT de la Charente ;

Le syndicat départemental des cadres d'entreprises agricoles CGC Charente, Charente-Maritime ;

L'UD FO de la Charente,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la mise en conformité de l'accord au décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire et à la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, les organisations professionnelles d'employeurs et organisations syndicales de salariés ont décidé de modifier la catégorie objective assurée, d'instaurer le dispositif de portabilité et de mettre l'accord en conformité avec l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance tel que modifié notamment par l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013.

Dans ce contexte, les organisations signataires ont également décidé de réviser les cotisations.

Article 1^{er}

Champ d'application

Les dispositions de l'article 1^{er} sont remplacées par les dispositions suivantes :

- « Le présent accord s'applique sur le département de la Charente aux :
- salariés agricoles relevant du présent accord et non affiliés à l'AGIRC ;
 - et aux employeurs des exploitations de culture et d'élevage de quelque nature qu'elles soient (viticulture, polyculture, cultures et élevages spécialisés, horticulture, maraîchage, arboriculture, pépinières), ainsi que dans les établissements de toute nature dirigés par les exploitants agricoles en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, ou dans les structures d'accueil touristique qui ont pour support l'exploitation, et cela quelles que soient les formes juridiques adoptées, les CUMA et les entrepreneurs des territoires de la Charente, et dont le siège des exploitations se situe sur le département ou les territoires de la Charente. »

Article 2

Gestion du régime de prévoyance

Au premier alinéa de l'article 3 « Gestion du régime de prévoyance », l'adresse indiquée est modifiée comme suit : « CRIA Prévoyance, 139-147, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92240 Malakoff ».

Article 3

Salariés bénéficiaires

Les deux premiers alinéas de l'article 4 « Salariés bénéficiaires » sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié relevant du champ d'application du présent accord et non affilié à l'AGIRC. »

Article 4

Garanties

1. Les cinq subdivisions (paragraphe) de l'article 5 « Garanties » sont numérotées de 1 à 5.
2. Les alinéas 4 à 7 du paragraphe « 1. Garantie décès » de l'article 5 « Garanties » sont remplacés, à effet rétroactif du 1^{er} janvier 2010, par les quatre alinéas suivants :
 - « – versement à chaque enfant à charge, au moment du décès du participant, d'une rente annuelle d'éducation égale à :
 - jusqu'à 12 ans : 3 % du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS) ;
 - de 13 à 18 ans : 4,50 % du PASS ;
 - de 18 à 25 ans (s'il poursuit des études) : 6 % du PASS ; ».
3. Le sixième alinéa du paragraphe « 4. Garantie incapacité permanente professionnelle et non professionnelle » de l'article 5 « Garanties » est remplacé par l'alinéa suivant :
 - « Le salaire mensuel brut de référence est égal au douzième des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

Article 5

Cotisations

1. Le paragraphe « 2. Taux de cotisations et répartition » de l'article 7 « Cotisations » est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies à l'article 5 est de :

- 1,52 % (tranche A, tranche B) ;
 - + 0,02 % pour la revalorisation du passif ;
 - + 0,01 % pour la revalorisation des encours,
- réparti comme suit :

(En pourcentage.)

GARANTIES	TRANCHE A, TRANCHE B
Décès – IAD ⁽¹⁾	0,39
Incapacité temporaire	
– mensualisation	0,62
– relais mensualisation	0,31
Invalidité – Incapacité permanente	0,20
Total	1,52
<small>(1) Invalidité absolue et définitive.</small>	

La couverture des prestations incapacité temporaire “relais maintien de salaire” définie à l'article 4 est assurée par la seule cotisation du salarié.

La cotisation de 0,02 % de revalorisation du passif est prise en charge dans son intégralité par l'employeur.³⁰

Les cotisations peuvent évoluer au 1^{er} janvier de chaque année en fonction des résultats du régime ou des évolutions législatives et réglementaires, sous réserve du respect d'un préavis de 2 mois, et après consultation des partenaires sociaux. »

2. Le paragraphe « 4. Suspension du contrat de travail » de l'article 7 « Cotisations » est remplacé par les dispositions suivantes :

« 4. Suspension du contrat de travail

Suspension du contrat de travail pour maladie, accident (toutes origines) ou pour maternité

Le bénéfice des garanties en cas de décès et d'incapacité permanente professionnelle mises en place dans le cadre du régime obligatoire est maintenu au profit des salariés dont le contrat de travail est suspendu pour la période au titre de laquelle ils bénéficient :

- soit d'un maintien total ou partiel de salaire,
- soit d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur, qu'elles soient versées directement par celui-ci ou pour son compte par l'intermédiaire d'un tiers, sans versement de cotisation pour tout mois civil d'absence.

Si la suspension est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou le complément de salaire versé par l'employeur.

Suspension du contrat de travail pour un motif non lié à une maladie ou à un accident

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur (en tout ou en partie) et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une cause autre que l'arrêt de travail pour maladie ou accident, le bénéfice des garanties prévues en cas de décès peut être maintenu, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande et qu'il s'acquitte de l'intégralité de la cotisation correspondante. »

Article 6

Portabilité

1. Il est créé un article 8 « Portabilité » rédigé comme suit :

« Article 8

Portabilité

Les salariés bénéficient, à compter du 1^{er} juin 2015, du maintien à titre gratuit des garanties du régime en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions suivantes :

- le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation de l'assurance chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez un même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au mois supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;
- le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;
- les garanties maintenues sont celles en vigueur dans l'entreprise ;
- le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;
- l'ancien salarié justifie auprès de l'organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien de garanties, des conditions prévues au présent article, en fournissant également les justificatifs mentionnés ci-après ;
- l'employeur signale le maintien des garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail.

Ces dispositions sont applicables dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficiaient effectivement des garanties à la date de cessation du contrat de travail.

Pour bénéficier du maintien, le salarié doit fournir l'ensemble des justificatifs qui lui sont demandés par l'organisme assureur, et notamment le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lesquelles les prestations sont dues. »

2. La numérotation des articles suivants est ainsi modifiée :

« Article 9 Clause de réexamen » ;

« Article 10 Accord de gestion spécifique et suivi du régime » ;

« Article 11 Dénonciation » ;

« Article 12 Formalités administratives ».

Article 7

Extension. – Entrée en vigueur

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2014, à l'exception des dispositions relatives à la portabilité dont la prise d'effet est fixée au 1^{er} juin 2015.

Article 8

Dépôt

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Angoulême, le 3 octobre 2013.

(Suivent les signatures.)